

# BILAN À 2 ANS

2017 • 2019

Depuis deux ans, dans un monde marqué par l'intensification des crises, le retour des logiques de puissance et la contestation de l'idée même de coopération internationale, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, sous l'autorité du Président de la République, n'a cessé de prendre des initiatives pour défendre les intérêts et les valeurs de notre pays, promouvoir l'action collective et, en lien avec nos partenaires internationaux, bâtir des réponses aux grands défis d'aujourd'hui.

## UNE ACTION DIPLOMATIQUE GLOBALE ET AMBITIEUSE

Face aux crises qui, du Sahel au Levant, mettent en jeu la sécurité des Français, nous avons mené une **action diplomatique globale**, à la fois réaliste et ambitieuse.

Nous avons multiplié les contacts avec tous les acteurs impliqués dans ces crises et tous les pays capables de peser sur elles afin **d'encourager la négociation diplomatique et le dialogue politique**.

Nous avons participé à la **mise en œuvre de nombreux projets humanitaires** (déminage, adduction d'eau et d'électricité, santé) pour améliorer le quotidien des populations et inscrire le retour à la paix dans la durée.

Nous nous sommes engagés pour le **développement des zones les plus fragiles**. L'Alliance pour le Sahel, que nous avons lancée avec l'Allemagne et l'Union européenne, finance désormais plus de 500 projets qui permettent de traiter en profondeur les facteurs d'instabilité. C'est également le sens de la **réorientation de notre politique de développement**, souhaitée par le Président de la République, pour construire un véritable partenariat solidaire avec les pays bénéficiaires et donner la priorité aux pays les plus pauvres. Tel est le mandat désormais dévolu à l'Agence française pour le développement.

## UN MULTILATÉRALISME NOUVEAU

Tout en marquant notre soutien aux organisations internationales existantes, notamment dans le cadre de nos deux présidences du Conseil de Sécurité des Nations Unies, nous avons aussi travaillé à **faire émerger un multilatéralisme nouveau**, adapté aux exigences de notre temps.

Pour gagner en agilité, nous avons mis en place des **formats innovants et pragmatiques**, comme le « One Planet Summit », la conférence « No money for terror » ou encore le Partenariat international contre l'utilisation d'armes chimiques.

Pour gagner en ouverture, nous avons **multiplié les occasions d'échanger avec la société civile**, comme au moment du Forum de Paris sur la paix, qui a réuni dans notre capitale l'ensemble des acteurs de la gouvernance globale pour faire avancer des projets concrets portants sur les migrations, la gouvernance de l'intelligence artificielle, la biodiversité ou encore l'évasion fiscale. Au regard des enjeux démocratiques liés à la liberté et à la fiabilité de l'information, nous avons organisé une conférence internationale sur le thème « Sociétés civiles, médias et pouvoirs publics : les démocraties face aux manipulations de l'information ».

Pour gagner en cohésion et en efficacité, nous avons créé **l'Alliance pour le multilatéralisme**, qui rassemble les puissances de bonne volonté désireuses de renforcer la coopération multilatérale sur des sujets d'action prioritaires comme la promotion du droit international ou la sécurité collective.

Cette vision d'un multilatéralisme renforcé est aussi au cœur de **la Présidence française du G7**. Pour préparer le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement qui se tiendra à Biarritz à la fin du mois d'août, nous avons organisé, à Dinard et Saint Malo, une réunion des Ministres des Affaires étrangères qui a permis l'adoption de trois déclarations importantes sur les normes cyber, la lutte contre les trafics au Sahel et la lutte contre les violences sexuelles faites aux femmes et, à Paris, une réunion des Ministres du Développement suivie d'une réunion conjointe avec les Ministres de l'Education, où nous avons notamment lancé une initiative pour l'égalité entre les filles et les garçons dans les écoles du Sahel.

## LA REFONDATION EUROPÉENNE

Tout en préparant le Brexit, nous nous sommes mobilisés pour concrétiser l'ambition de refondation européenne portée le Président de la République.

Nos efforts ont notamment permis l'organisation des **Consultations citoyennes sur l'Europe**, l'affirmation d'une **Europe plus sociale**, avec l'encadrement du travail détaché et l'adoption d'un socle européen des droits sociaux, l'alignement des géants du numérique sur notre niveau de régulation et d'exigence et la levée du tabou qui pesait sur l'autonomie stratégique de l'Union européenne, avec la création d'un **Fonds européen de défense** qui pourrait se voir doté de 13 milliards d'euros dans les sept prochaines années pour renforcer nos capacités et notre base industrielle.

L'Europe, c'est aussi une communauté de valeurs, non seulement au sein de l'Union européenne mais aussi au Conseil de l'Europe dont nous assurons cette année la présidence du Comité des ministres. L'une de nos priorités est de conforter le rôle et la place de la Cour européenne des droits de l'homme, qui figure parmi les mécanismes juridictionnels de protection des droits des citoyens les plus poussés au monde.

## LA PROMOTION DE LA FRANCOPHONIE

Nous avons **consolidé notre capacité d'influence**, en mettant l'accent sur la promotion de la langue française et du plurilinguisme, en réformant l'enseignement français à l'étranger et en valorisant nos industries culturelles et créatives.

## DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ

Afin de développer le rayonnement et l'attractivité de notre pays, nous avons également orchestré le **redéploiement de notre dispositif de soutien à l'export**, avec le lancement des guichets uniques en région, et travaillé avec nos territoires à l'amélioration de la qualité de notre offre touristique et la promotion de nos destinations à l'international.

## Missions pour le quinquennat

**Partenariat avec les territoires** pour le rayonnement de la France

**Juste échange** plutôt que libre échange

**Français de l'étranger** : pas des Français à part mais des Français à part entière

## Les actions en quelques mots

**Gagner la bataille de l'export auprès des PME dans tous les territoires** : réorganiser le dispositif public d'appui à l'export en partenariat avec les Régions

**Conforter la place de leader mondial de la France en matière de tourisme** (objectif : 60 Mds de recettes issues de la fréquentation internationale en 2020, 100 millions de touristes étrangers en 2020 et 15Md€/an d'investissements dans le tourisme en 2022) en en faisant bénéficier tous les territoires

**Promouvoir une politique commerciale européenne plus verte et moins naïve**

**Donner un nouvel élan à la Francophonie dans le monde** : mise en œuvre du plan pour la langue française et le plurilinguisme souhaité par le Président de la République

**Moderniser et digitaliser les services publics** offerts aux Français à l'étranger

# Les mesures concrètes

**Réforme du dispositif public d'appui à l'export** : 11 régions sur 13 se sont engagées avec Business France et les chambres de commerce et d'industrie (CCI) pour la mise en œuvre d'un guichet unique « Team France Export ». La réforme a consisté à placer davantage d'équipes dans les territoires qu'à l'étranger ou à Paris (« la bataille de l'export se gagne dans les territoires » - Premier ministre, Discours de Roubaix, février 2018)

### CHIFFRES

#### DU COMMERCE EXTÉRIEUR

**Recul du déficit commercial hors énergie de -32,6 milliards d'€ en 2017 à -28,6 milliards d'€ en 2018**

**Augmentation des exportations de 3,8% entre 2018 et 2017**

Une contribution positive du commerce extérieur à la croissance pour la première fois depuis 2011

**125 300 entreprises exportatrices**

nombre le plus élevé depuis 2003

La contribution du commerce extérieur à la croissance est positive en 2018 pour la deuxième année consécutive

**0,6 point après 0,1 point en 2017**

### CHIFFRES DU TOURISME

**Record de 89,4 millions de touristes internationaux en 2018**

+3% : notamment en raison de la hausse de la fréquentation asiatique de +7,4 % (Japon/ Inde, ASEAN)

**57 milliards d'€ de recettes tirées de la fréquentation internationale en 2017**

avec une probable hausse à confirmer en 2018

**Tourisme** : politique de promotion partenariale entre l'Etat, les territoires et les entreprises menée par l'opérateur Atout France. En 2018, près de 14 millions d'€ supplémentaires mobilisés grâce aux apports de l'Etat (5,6M€), des collectivités régionales (2,65M€) et des partenaires privés, dont de nouveaux acteurs comme Expédia (5,65M€). Instauration d'un Comité stratégique du tourisme de Montagne

**Politique commerciale** : adoption du règlement européen sur le filtrage des investissements étrangers. Défense des intérêts de la France dans la négociation avec le Mercosur

**Renouvellement de la gouvernance de l'OIF** avec l'élection de Louise Mushikiwabo pour de nouvelles priorités orientées vers l'Afrique, centre de gravité de la Francophonie, et l'éducation

**Service aux Français** : enquête conjointe Affaires étrangères/ Direction interministérielle de la Transformation publique auprès de tous les inscrits au registre des Français établis hors de France pour recueillir leur avis sur le fonctionnement du réseau consulaire. Elaboration d'un outil de suivi et étude de faisabilité pour un centre d'appel 24h/24

### TRANSPARENCE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

**5 consultations avec la société civile**

tenuës depuis septembre 2017

**4 débats en séance publique**

Assemblée nationale et Sénat

**7 auditions par les commissions de l'Assemblée nationale**

5 par la commission des affaires étrangères, 1 par la commission des affaires européennes et 1 audition conjointe entre la commission affaires économiques, celle des affaires européennes et celle du développement durable

## À retenir sur les 12 derniers mois

**Réforme du dispositif public d'appui à l'export** : proximité avec les territoires et partenariat avec les régions

**Un record de fréquentation touristique internationale en France en 2018** (89,4 millions de visiteurs)

Une conduite transparente de la politique commerciale et un **plaidoyer pour une politique commerciale européenne** moins naïve et plus verte

## L'impact du grand débat sur notre action

Il a conforté la **méthode de travail partenariale avec les territoires**, et en particulier les régions, en matière de commerce extérieur et de tourisme

Il a souligné le besoin :

- | de maintenir la qualité des services rendus aux Français de l'étranger (les consulats sont des formes de « Maisons France service »)
- | d'accélérer la mise en place d'une plateforme de réponse téléphonique et courriel 24h/24 pour les Français à l'étranger et garantir le vote électronique pour les élections consulaires (2020) et législatives (2022)

## Les priorités pour 2019

Développement d'une politique qui met **le réseau du MEAE au service des territoires**

- | **Team France export** : lancement de la plateforme des solutions (le 17 juin à Rouen)

| **Poursuite du partenariat pour la promotion de la destination France** : le dispositif sera développé. L'apport de l'Etat, stabilisé par décret à 2,25% de la part de la recette annuelle versée par les visiteurs étrangers pour l'octroi de visas, s'établit à 5,1 M d'€ et l'objectif fixé est de 15 millions d'€ supplémentaires pour la promotion internationale grâce à l'apport des collectivités et des entreprises

Mise en place de **permanences décentralisées auprès des Français de l'étranger**

Propositions pour le **renforcement de la politique commerciale de l'Union européenne** dans le cadre du nouveau cycle institutionnel : plus de réciprocité, notamment dans les marchés publics, poursuite du plaidoyer en vue d'une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux et sociaux

[sgae.gouv.fr](http://sgae.gouv.fr)

# BILAN À 2 ANS

2017 • 2019

## *Missions pour le quinquennat*

***Pour les citoyens*** : une Europe qui protège

---

***Pour nos partenaires européens*** : une France qui pèse, unit et engage ses partenaires pour faire avancer le projet européen l'Europe de l'ambition

## *Les actions en quelques mots*

***« L'Europe du concret »***

---

***« Une France forte dans une Europe puissante »***

---

***« Une Europe qui protège »***

# Les mesures

## LA FRANCE ENGAGÉE POUR PROTÉGER LES CITOYENS EUROPÉENS

**Social** : renforcement de l'encadrement du travail détaché, création d'une Autorité européenne du travail pour lutter contre la fraude et les abus sociaux

**Commerce et investissements** : refus de toute négociation commerciale sur les produits agricoles avec les Etats-Unis, accord sur le filtrage des investissements étrangers dans les domaines stratégiques, renforcement des instruments de défense commerciale (règles antidumping)

**Contrôle des frontières extérieures de l'Union** : accord sur la montée en puissance de Frontex pour atteindre 10 000 hommes en 2027, fichier passagers (Passenger Name Record) aux fins de lutte anti-terroriste

**Régulation de la mondialisation** : révision de la directive droits d'auteur pour protéger la rémunération de la création artistique et culturelle

## 70 000 Français ont participé aux 1 100 événements de consultations citoyennes sur l'Europe

Les résultats de cet exercice démocratique orienteront le prochain agenda stratégique de l'Union européenne

## 500 millions d'€ dédiés à l'industrie de défense sur les capacités

en 2019 et 2020

## 13 milliards d'€ proposés par la Commission pour le fonds européen de défense

pour 2021-2027

## 12 universités européennes en cours d'établissement

avec un soutien financier de la Commission de 60 M€

## LA FRANCE ENGAGÉE POUR FAIRE AVANCER LE PROJET EUROPÉEN

**Affirmation de l'autonomie stratégique européenne en matière de défense avec une triple avancée politique, industrielle et opérationnelle** : lancement de la Coopération structurée permanente (34 projets concrets de coopération opérationnelle ou capacitaire, dont, pour la France, la rénovation de l'hélicoptère Tigre avec l'Allemagne et l'Espagne) ; lancement du Programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense (PEDID) doté de 500M€ pour les capacités en 2019 et 2020 ; accord sur le fonctionnement du Fonds européen de défense (montant dédié encore à agréer, 13 Mds € pour 2021-2027 proposés par la Commission européenne) ; lancement de l'Initiative européenne d'intervention avec 10 Etats participants souhaitant bâtir une culture stratégique commune, 1ère réunion du Collège du renseignement en Europe en mars dernier à Paris

Création d'une Force européenne de protection civile pleinement opérationnelle l'été prochain

Déclaration unanime le 3 mai des 28 ministres de la culture et des affaires européennes sur la création d'un mécanisme européen de sauvegarde du patrimoine en péril

**Mobilité européenne des jeunes** : lancement d'un appel à projet pour les premières universités européennes, montée en puissance d'Erasmus + et du corps européen de solidarité (378m€ pour la période 2018-2020 pour financer du volontariat intraeuropéen des 18-30 ans), qui pourra s'articuler avec le service national universel (SNU)

## À retenir sur les 12 derniers mois

**Consultations citoyennes sur l'Europe :** 70 000 Français ont participé aux 1 100 événements de cet exercice démocratique, dont les résultats orienteront le prochain agenda stratégique de l'Union européenne

**Europe de la défense :** des progrès inédits : coopérations concrètes et financements de projets conjoints

**Travail détaché :** révision des règles : la directive a déjà été transposée en droit français

**Union européenne :** détermination à mieux définir et défendre ses intérêts (économiques, politiques, environnementaux, sociaux) face aux Etats-Unis et à la Chine

## L'impact du grand débat sur notre action

**Le grand débat a démontré qu'il était nécessaire de décliner sur le plan européen les conclusions nationales dégagées par le Gouvernement.** C'est tout particulièrement le cas s'agissant du climat où l'UE a un rôle moteur à jouer au sein de la communauté internationale pour tenir les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris. Cela renforce notre détermination à nous battre, à la fois, pour que l'UE se fixe des objectifs ambitieux d'actions environnementales (demande française d'aller au-delà des 25% dédiés à l'environnement proposés par la Commission, à 40% du CFP 2021 – 2027), mobilise pleinement le second pilier de la PAC, ou encore refuse des accords commerciaux avec des pays qui sont sortis de l'accord de Paris (opposition au mandat de l'accord UE-USA)

## Les priorités pour 2019

Trois priorités principales retenues par le Président au-delà des impératifs de court terme comme l'achèvement de la sortie du Royaume-Uni de l'Union et qui devront se traduire dans le prochain cadre financier pluriannuel et faire l'objet d'une importante concertation franco-allemande :

**Schengen / migrations :** parvenir à un accord sur les dimensions internes comme externes, y compris en réformant Schengen et Dublin avec un vrai équilibre entre solidarité et responsabilité forte

**Bouclier social :** il s'agit à la fois d'aider directement les plus vulnérables et de garantir des conditions de concurrence équitable entre les Etats membres (SMIC européen annoncé par le PR dans la tribune « Renaissance »)

**Climat / environnement :** mettre en place une banque européenne du climat, utiliser l'épargne des Européens pour financer la transition écologique

[sgae.gouv.fr](http://sgae.gouv.fr)